



# UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

*Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal*

N°1377

13 février 2019

- **Risques d'embrassement en Haïti face à l'entêtement de l'équipe de Jovenel Moïse**
- **La Chambre de commerce et d'industrie d'Haïti appelle Jovenel Moïse et les parlementaires à mettre leur mandat sur la table des discussions**
- **Des parlementaires de l'opposition exigent la démission immédiate de Jovenel Moïse comme issue à la crise**
- **« L'heure est grave », estiment les évêques en Haïti**

## >> Risques d'embrassement en Haïti face à l'entêtement de l'équipe de Jovenel Moïse

L'équipe de Jovenel Moïse semble disposée à laisser la république d'Haïti dans un processus d'embrassement, aux conséquences imprévisibles. Telle est la nouvelle donne de la conjoncture politique, une semaine après le début des mobilisations qui réclament la démission de Jovenel Moïse de la présidence. Une réunion en conseil des ministres, le 12 février, n'a pas abordé les conditions de départ du régime. Comme méprisant les revendications exprimées, des consignes auraient été passées pour que les ministres, également contestés, initient des actions dans leurs champs propres. Ce serait l'objectif à poursuivre dans un conseil de gouvernement attendu ce mercredi 13 février. La position de la présidence traduirait une volonté de s'accrocher au pouvoir, en dépit de la pression de la rue qui s'intensifie depuis le 7 février. Une semaine après le début des manifestations antigouvernementales, aucune réponse institutionnelle n'est donnée à la population. D'aucuns se demandent de quelle manière l'équipe au pouvoir va s'y prendre pour traverser les barricades, érigées un peu partout, et tenter d'appliquer des stratégies de gestion, sérieusement remises en question à partir des émeutes de juillet 2018. Sur le plan diplomatique, des recommandations auraient été faites pour évacuer les personnels des ambassades et consulats vers d'autres pays comme la République Dominicaine. Les conditions de sécurité se détériorent de plus en plus. Depuis une semaine, seules les ambulances peuvent globalement circuler. Les habitants craignent d'éprouver des difficultés de déplacements, en cas de besoins en soins et santé. Des véhicules privés, comme ceux des médias, osent tout de même emprunter des artères spécifiques pour fournir des services d'information,

mais aussi partir en quête de produits divers. Les stations d'essence sont fermées en raison du climat de tension et des manifestations antigouvernementales. L'administration publique est également paralysée, les fonctionnaires ne pouvant pas se rendre dans leurs bureaux. Les banques commerciales restent fermées également. La population s'inquiète des conséquences du « pays locked », un pays totalement fermé, où les conditions d'approvisionnement en biens essentiels à la consommation tendent à devenir problématiques. Les camions de transports publics et de marchandises ne peuvent plus rouler d'un département à un autre en raison de la montée, parfois violente, de la colère populaire contre la dégradation accélérée des conditions socioéconomiques. Seules les petits commerçants, qui avaient en réserve des provisions, continuent d'alimenter les différents quartiers. Le pain est, malgré tout, accessible, avec des boulangeries établies à proximité des maisons. Mais l'inquiétude demeure pour les jours à venir, avec des risques de pénurie en divers biens, de manque d'argent, en eau potable et eau courante, en gaz propane pour les fours de cuisine, en charbon de bois, etc. Les marchés publics ainsi que les supermarchés (market) restent fermés, vu la situation politique. Dans la zone métropolitaine de la capitale, Port-au-Prince, ainsi que dans plusieurs villes en province, des pneus enflammés, des pierres, des débris, des carcasses de véhicules et de nombreux objets hétéroclites sont éparpillés dans plusieurs quartiers, rendant difficile la circulation, dans les villes et sur les routes nationales. À part des taxis-motos, le transport en commun demeure, en grande partie, perturbé sur plusieurs artères de la capitale et en province. En dépit des tentatives de

patrouilles policières, pour libérer la voie publique, d'autres barricades sont, à nouveau, installées par des protestataires très déterminés. Les écoles, les grandes et petites entreprises sont globalement paralysées dans la capitale, mais aussi en province, où l'inquiétude continue de gagner une bonne partie de la population. Elle profite des courts moments de

répit, dans le mouvement de protestations, pour se ravitailler en produits divers comme le pain. Des milliers de personnes réparties en plusieurs groupes continuent de réclamer dans les rues, la fin du système *Tèt kale* de Joseph Michel Martelly et de Jovenel Moïse.

## >> La Chambre de commerce et d'industrie d'Haïti appelle Jovenel Moïse et les parlementaires à mettre leur mandat sur la table des discussions

Ce cri d'alarme de la Chambre de commerce et d'industrie d'Haïti (CCIH) survient dans un contexte de crise, marqué par des mobilisations pour exiger la démission de Jovenel Moïse ainsi que dénoncer la misère et la corruption. Au moins une dizaine de personnes tuées, c'est le bilan provisoire, dressé par des organismes de droits humains en Haïti depuis le jeudi 7 février 2019 (33e anniversaire de la chute de la dictature des Duvalier). Une bonne partie du pays se trouve paralysée, voire totalement bloquée, par des mouvements en cascade de protestation réclamant la démission de Jovenel Moïse. La CCIH exhorte le président à inviter les différents secteurs socio-politiques et économiques à un dialogue national, « véritable et transparent ». Cette invitation de la part de Jovenel Moïse, devrait se faire en toute humilité, en présence de son premier ministre, des présidents du sénat et de la chambre des députés, dans une déclaration solennelle à la

nation. Jovenel Moïse devrait également donner la garantie qu'aucun sujet ne sera tabou, pas même son mandat, celui du premier ministre et ceux des parlementaires, lors de ce dialogue national. Jovenel Moïse et les participants à ce dialogue sont encouragés par la CCIH, à respecter les éventuelles conclusions de ces assises nationales, qui doivent être organisées et dirigées par un Conseil de Sages, proposés par les secteurs organisés de la société. Ces assises seront sans appel et imposables à tous les pouvoirs et à toutes les parties. La CCIH appelle les autorités à adopter « des actions d'urgence, réalisables et mesurables, visant à instaurer un régime d'austérité au niveau du budget de l'Etat, en supprimant toutes les dépenses non-essentiels ». Restaurer l'ordre public et permettre à la population de vaquer librement et paisiblement à ses activités figurent parmi les recommandations, formulées par la Chambre de commerce et d'industrie d'Haïti.

## >> Des parlementaires de l'opposition exigent la démission immédiate de Jovenel Moïse comme issue à la crise

Le comportement irresponsable de Jovenel Moïse constitue une menace permanente pour la stabilité et la protection des vies et des biens. Il est impossible de trouver une issue favorable à la crise, en Haïti, avec la présence de Jovenel Moïse au pouvoir, estiment ces parlementaires (plus d'une douzaine de sénateurs et de députés de l'opposition) [1]. Ils demandent de remplacer Jovenel Moïse, de manière institutionnelle, et de mettre en place une transition, conduite par un gouvernement de salut public, issu d'un large consensus national. Ce gouvernement de salut public aura pour tâche d'améliorer les conditions de

vie de la population, d'organiser une conférence nationale haïtienne souveraine et de réaliser le procès PetroCaribe, dossier dans lequel est indexé Jovenel Moïse. Ces parlementaires en profitent pour dénoncer une répression sauvage du président Jovenel Moïse contre les protestataires, en vue de conserver son pouvoir.

[1] Prise de position, entre autres, des sénateurs Ricard Pierre, Evalière Beauplan, Youri Latortue et Antonio Chéramy et des députés Sinal Bertrand, Bélizaire Printemps et Kétel Jean-Philippe.

## >> « L'heure est grave », estiment les évêques en Haïti

« L'heure est grave, la misère augmente, le bien commun est menacé. Le pays est au bord de l'abîme ! Cette situation ne peut pas se prolonger »,

souligne le communiqué des évêques catholiques romains en Haïti.

### A lire également :

- Haïti-Crise : Volatilité, incertitude et silence / Des secteurs politiques tournent le dos à Jovenel Moïse / La nette dégradation de la situation socioéconomique d'Haïti fait craindre des troubles majeurs (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article24034>; <http://www.alterpresse.org/spip.php?article24029>; <http://www.alterpresse.org/spip.php?article24026>);
- Haïti-Crise : "Le changement doit se faire par les urnes, et non par la violence", selon le Core Group (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article24033>);
- Haïti-Crise : Les policiers doivent demeurer « professionnels », rappelle le commandement de la Pnh (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article24032>).